
Un système de pensée unique

Waciny Laaredj

Waciny Laaredj est professeur de Littérature arabe à la Faculté centrale d'Alger et à l'Université de ParisVIII.

Romancier d'expression arabe, il est l'auteur de *La gardienne des ombres* et de *Le miroir aveugle* traduits en français, de *Fleurs d'amandier*, *Le drame de la 1007ème nuit*, *La maîtresse des lieux*. Son dernier roman *Mémoire d'eau* doit être édité en français, en italien et en espagnol dans la série *Mémoires méditerranéennes*.

— *Avez-vous été personnellement touché par la violence?*

Dans la situation que traverse l'Algérie on ne peut plus parler de violence mais bien plutôt de crime. On ne fait plus peur, on tue et on extermine. Dans les années 80, on pouvait parler de violence lorsqu'on interdisait aux étudiants de sortir avec des jeunes filles, lorsqu'on obligeait celles-ci à porter le *hijab*. Aujourd'hui, si on n'est pas d'accord avec leurs idées, les islamistes tuent. Des étudiantes ont été assassinées.

J'ai été moi aussi menacé ainsi que ma femme et mes enfants. C'est ce qui nous a incité à venir en France. Quand les menaces ont touché directement ma fille, ce n'était plus possible. C'était une agression contre son enfance. Abdelkader Alloula (dramaturge), Tahar Djaout (journaliste-écrivain), Sebtî (écrivain) étaient des proches. Ils ont été assassinés. Ma fille est passée brutalement de l'enfance au stade adulte. Mon dernier roman *Mémoire d'eau* est quasiment autobiographique. Toutes ces menaces venaient des islamistes. Je les connais. Un de mes étudiants a tué Abdelhak Benhamouda (ndlr: secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs Algériens).

Printemps 1998

— *Comment qualifiez-vous la crise que vit l'Algérie? Est-ce une crise spécifique?*

Chaque crise engendre ses spécificités, lesquelles sont liées à des caractéristiques historiques et culturelles. L'Algérie a fait une révolution qui a été porteuse de beaucoup de rêves qui, en définitive, n'ont pas abouti à grand chose. Le modèle algérien acceptait difficilement l'exploitation, l'humiliation. Il y a aussi des raisons historiques plus lointaines. C'est un pays qui a toujours été en guerre et qui n'a jamais accepté l'occupation. La Révolution a engendré une certaine déception. Le système politique qui s'était installé dès l'indépendance avait toutes les possibilités de faire de l'Algérie un pays ouvert, un modèle pour les autres pays arabes. Malheureusement, cela n'a pas été fait.

Par ailleurs, l'Algérie est un pays d'expression trilingue: arabe, berbère, français. Au lieu de prendre en charge le problème linguistique, parce que la haine et l'intolérance viennent aussi de la vision unique des choses, on a pris des décisions autoritaires en excluant la diversité linguistique, source de richesse culturelle. La même richesse, la même diversité existent au niveau du patrimoine culturel. Les décideurs ont tout balayé, mettant en place un système de pensée qui rejette toute diversité, toute différence, ce qui est contraire à l'histoire du pays. Le système de vision et de pensée uniques a utilisé la manipulation de l'islam. Le Code de la famille a été imposé, non pas par les islamistes même s'ils étaient dans le système, mais par le pouvoir politique ainsi que le changement de week-end qui a engendré un manque à gagner économique certain, ou la retransmission de la prière du vendredi à la télévision....Ainsi a été préparé le lit des islamistes qui ont trouvé toutes les possibilités d'épanouissement au détriment d'une Algérie démocratique. L'islamisme est basé sur cette vision unique. L'islamisme et le système FLN se ressemblent, ce sont deux pratiques liées au charisme des personnes. L'islamisme est contre la culture, car la culture c'est la diversité, la critique, le droit à la différence.

— *Est-ce que vous établissez un rapport entre le FIS et le (les) GIA?*

De mon point de vue, le FIS est le parti des intégristes et il ne peut pas être démocrate, à moins qu'il ne se suicide en se départissant de son idéologie de négation. Le FIS était traversé par des courants qui avaient des divergences au niveau tactique mais pas sur le plan idéologique. Le premier courant considère que la situation de crise économique et sociale permet l'instauration d'un Etat islamique. Le second considère que la situation n'est pas mûre et donc qu'il faut passer par la voie démocratique et, une fois au pouvoir, les choses seraient plus faciles. C'est une stratégie qui n'est pas de caractère national seulement. Ces courants sont représentés à l'intérieur du FIS par la mouvance *salafite*, qui prêche un retour à l'islam pur et dur, et la mouvance *djaz'ariste* qui partage avec la mouvance *salafite* la même

tendance de retour vers le passé mais en intégrant un élément nouveau: la spécificité algérienne. Ces deux tendances se sont montrées favorables à la conquête du pouvoir par la voie des urnes en s'inspirant de l'expérience fasciste allemande et italienne.

Il y a une troisième tendance dure, formée des Afghans qui étaient aidés par des islamistes qui sont aujourd'hui au pouvoir. Je parle du MSP (ex-Hamas) par le biais d'associations caritatives. Cette mouvance s'est toujours prononcée pour la prise du pouvoir par la force. Le compromis entre les *salafites* et les *djaz'aristes* consiste dans le fait que les premiers travaillent sur le terrain militaire et les seconds sur le plan politique pour empêcher tout retour en arrière. Mais c'est surtout pour être là comme solution de rechange si le pouvoir n'est pas acquis par la voie des urnes. La preuve en est, sur la base de témoignages d'habitants, que beaucoup de casemates et lieux de refuge à Baraki, Ouled Allel ont été construits avant même l'avènement du processus électoral. Avec l'interdiction du FIS, les Afghans, qui étaient déjà dans les maquis, et une partie des *salafites* et *djaz'aristes* ont formé le premier noyau dur du GIA. Jusqu'à présent, le GIA est dirigé par ces premiers noyaux durs. Je ne crois pas à la thèse qui prétend que le GIA, ce sont des groupes autonomes. Il y a un noyau dur et une grande coordination entre les groupes; les derniers événements le prouvent. Ils obéissent à une autorité qui dépasse celle d'un émir. Le GIA est un instrument de pression du FIS. Il a un lien fondamental avec ce dernier dont il partage le travail et je ne vois pas beaucoup de différence entre le GIA et l' AIS.

— *L' AIS a décrété une trêve. Comment l'interprétez-vous?*

Je n'y crois pas. Le FIS a toujours dit qu'il a le pouvoir et la capacité d'arrêter les exactions contre les civils. L' AIS n'a pas la même capacité de nuisance que le GIA. A Jijel, l' AIS a été neutralisée par les forces de sécurité. Dans l'Oranie, son influence est limitée. Ce que j'entends par trêve, c'est l'arrêt de la violence. Je crois que là aussi c'est un discours adressé à la communauté internationale pour dire "*nous, nous sommes pour la paix et le pouvoir n'en veut pas.*" Mais en réalité, le GIA est toujours là et il fait autant de mal. Pour moi, le GIA c'est la véritable branche armée du FIS et c'est avec le GIA que le FIS veut imposer sa vision des choses. A chaque fois qu'il y a un carnage, l'ex-FIS bouge, ses dirigeants donnent des interviews et mènent des campagnes dans les médias pour dire qu'il faut discuter. Sur l'autre rive de la Méditerranée, la question *qui tue* vise à préparer l'ingérence et le retour du FIS. A qui profitent les crimes et carnages de civils, sinon au FIS?

— *Pourquoi le terrorisme cible-t-il plus particulièrement certaines régions comme la Mitidja, par exemple?*

Printemps 1998

Je crois que l'islamisme algérien a toujours pesé de toutes ses forces sur ce qui est essentiel: la capitale. Les marches de l'ex-FIS ont eu lieu surtout à Alger, parce qu'il sait que tout est concentré dans la capitale, or la Mitidja est à la porte de la capitale. Le pouvoir est également à Alger.

— *D'aucuns accusent les forces de sécurité de ne pas être intervenues lors des massacres de Bentalha et Raïs. Qu'en pensez-vous?*

J'ai été à Bentalha. Les habitants de ces localités ont, au début, refusé de s'armer. D'autres habitants ont affirmé qu'il y avait une étroite complicité entre des villageois et les groupes terroristes. La stratégie des groupes armés est d'abord de miner tous les accès possibles, ce qui rend la pénétration des forces de sécurité, ou de qui que ce soit, difficile.

— *A quel niveau situez-vous la responsabilité du pouvoir politique dans la situation actuelle?*

Je parlerai de responsabilité du système politique, celui qui s'est installé dès l'indépendance, un système de corruption qui n'a jamais oeuvré à une réelle ouverture démocratique et qui a neutralisé toutes les possibilités que possédait l'Algérie à tous les niveaux. Ce système ne pouvait générer qu'une forme hybride telle que le FIS et ses satellites armés.

Ce qui me fait le plus peur, c'est le délabrement de l'Etat. Nous sommes confrontés à un recul du système étatique par la reconnaissance et l'intégration dans le champ politique de partis comme le MSP et En-Nahda, comme si un parti politique pouvait se démarquer de son idéologie. Deuxième remarque: on sent comme un relâchement ou une incapacité des institutions étatiques, non seulement de gérer la situation, mais surtout de proposer une alternative. Le système reste toujours fermé sur lui-même et sur ses créations hybrides, qu'elles proviennent du FIS ou de ce qui reste du FLN.

— *Comment jugez-vous la constitution de groupes d'autodéfense?*

Je reviens à ce que je disais précédemment. Ce qui me fait peur, c'est la déconfiture de l'Etat et on en voit les prémises un peu partout. L'Etat est obligé d'agir vite s'il en possède encore les capacités et de trouver des solutions durables, c'est-à-dire l'éradication véritable, non pas de l'islamisme seulement, mais de l'idée même que la solution pourrait consister dans l'intégration de la partie modérée de l'islamisme. Dans la situation que nous vivons, je ne crois pas qu'il y ait d'autre choix qu'armer des individus pour qu'ils se défendent, même si cette idée est l'expression de l'incapacité de l'Etat, censé défendre ses citoyens.

— *Quelles pourraient être les formules à mettre en oeuvre pour sortir de cette crise?*

L'essentiel serait de faire sortir l'islam du politique et de le maintenir là où doit se trouver toute religion, c'est-à-dire dans l'espace privé. Et comme il est impossible de concevoir un Etat de droit avec des partis qui ne le reconnaissent pas, il faut dissoudre les partis islamistes. A partir de là, il sera possible d'imaginer un projet de société à l'élaboration duquel pourront participer tous les individus et toutes les formations de progrès. Ce sera une bataille de longue haleine.

— *Attendez-vous quelque chose de la communauté internationale?*

Qu'elle barre la route à ceux qui nous tuent, que l'Europe ne devienne pas la base arrière des groupes islamistes armés et que la communauté internationale aide l'Algérie à trouver des solutions aux problèmes économiques qui ont permis à l'islamisme de s'épanouir. Sans ingérence et sans discours dédouanant un parti qui doit être considéré comme un danger mortel pour l'humanité, la communauté internationale peut apporter un soutien multiforme au peuple algérien.

*Entretien conduit par
Nadjia Bouzeghrane*